

Une nouvelle Constitution pour le Kenya

@rib News, 05/08/2010 â€“ Dâ€™aprÃ©s Associated Press et AFPPrÃ©s de 70 pour cent des Ã©lecteurs kenyans ont approuvÃ© l'adoption d'une nouvelle Constitution qui diminue les pouvoirs de la prÃ©sidence, lors du rÃ©fÃ©rendum de mercredi, selon les rÃ©sultats dÃ©finitifs proclamÃ©s jeudi par la commission Ã©lectorale intÃ©rimaire indÃ©pendante, un geste que le chef d'Ã©tat du Kenya a qualifiÃ© de Â«Â renouveau nationalÂ ». Les opposants Ã la rÃ©forme ont concÃ©dÃ© la victoire gracieusement, ouvrant la voie Ã une transition pacifique vers l'application des dispositions du nouveau document. Selon la commission Ã©lectorale du Kenya, 67 pour cent des 8,6 millions d'Ã©lecteurs ont approuvÃ© la nouvelle constitution. Le taux de participation a Ã©tÃ© de 71 pour cent.

La victoire Ã©crasante du camp du Â«Â ouiÂ » et le taux de participation Ã©levÃ© pourraient avoir contribuÃ© Ã Ã©carter toute Ã©volution de violence. La derniÃ¨re fois que les Ã©lecteurs avaient Ã©tÃ© appelÃ©s aux urnes, lors de la prÃ©sidentielle de 2002, des violences entre divers groupes ethniques avaient fait plus de 1000 morts. S'adressant Ã des centaines de partisans rassemblÃ©s dans les rues de la capitale, Nairobi, le prÃ©sident Mwai Kibaki a affirmÃ© que la nouvelle Constitution serait un Â«Â bouclierÂ » pour le pays. Un peu plus tÃ¢t dans la journÃ©e, le camp du Â«Â nonÂ » s'Ã©tait montrÃ© sceptique par rapport aux rÃ©sultats. Cependant, son meneur, le ministre de l'Ã©ducation supÃ©rieure, William Ruto, a acceptÃ© la dÃ©faite, enjoignant le camp adverse Ã discuter les dossiers qui faisaient litige entre les deux factions, dont l'avortement et la propriÃ©tÃ© fonciÃ©re. De Washington, la secrÃ©taire d'Ã©tat Hillary Clinton a exprimÃ© sa satisfaction face Ã ce rÃ©sultat. Le prÃ©sident des Etats-Unis Barack Obama fÃ©licite le Kenya pour avoir organisÃ© un rÃ©fÃ©rendum constitutionnel Â«Â pacifique, transparent et digne de foiÂ », a annoncÃ© jeudi la Maison Blanche. Â«Â Les Etats-Unis fÃ©licitent le peuple et le gouvernement kenyans pour avoir organisÃ© un rÃ©fÃ©rendum constitutionnel pacifique, transparent et digne de foiÂ », a dÃ©clarÃ© M. Obama, nÃ©anmoins Ã©tonnÃ© par le rÃ©sultat, en qualifiant dans un communiquÃ© cette consultation d'Ã©tape dÃ©mocratique importante pour le Kenya. La Constitution succÃ©de Ã un document adoptÃ© en 1963, aprÃ©s lequel le Kenya eut obtenu son indÃ©pendance de la Grande-Bretagne. Elle s'inspire notamment du systÃ©me de pouvoirs et de contre-pouvoirs Ã l'amÃ©ricaine. Elle intÃ©gre notamment davantage de libertÃ©s civiles et une importante rÃ©forme fonciÃ©re. Les principaux points de la nouvelle Constitution

Les institutions
Le texte conserve un systÃ©me prÃ©sidentiel, mais soumet Ã l'approbation du Parlement les nominations faites par la prÃ©sidence (ministres, procureurs gÃ©nÃ©raux, ambassadeurs, etc.). Le projet supprime le poste d'Ã©phÃ©mÃ©re de Premier ministre crÃ©Ã© par l'accord de partage du pouvoir de fÃ©vrier 2008 qui avait mis fin aux violences qui avaient secouÃ© le pays. Le mandat du prÃ©sident, qui peut d'Ã©ormais faire l'objet d'une procÃ©dure de destitution par le Parlement, est limitÃ© Ã deux fois cinq ans. La nouvelle Constitution crÃ©e une chambre haute du Parlement, le SÃ©nat, composÃ© de quarante-sept membres reprÃ©sentant les comtÃ©s, auxquels viennent s'ajouter seize membres dÃ©signÃ©s par les partis politiques en fonction de leur reprÃ©sentativitÃ©, deux reprÃ©sentants de la jeunesse et deux reprÃ©sentants des personnes handicapÃ©es. Est Ã©galement crÃ©Ã©e une Cour suprÃªme, chargÃ©e d'arbitrer les litiges nÃ©s de l'Ã©lection prÃ©sidentielle et les contestations des jugements des cours d'appel. La rÃ©forme fonciÃ©re C'est un des points les plus controversÃ©s. Le texte ouvre la voie Ã un examen des modalitÃ©s d'acquisition de terres qui appartenaient auparavant Ã l'Etat, et dont certaines ont Ã©tÃ© accaparÃ©es de faÃ§on illÃ©gale par les plus hautes sphÃ©res du gouvernement. Il donne autoritÃ© Ã une future Commission nationale des terres, indÃ©pendante, d'enquÃªter de son propre chef sur "les injustices historiques" concernant les terres. Il envisage Ã©galement la possibilitÃ© de limiter la taille maximale d'une propriÃ©tÃ© privÃ©e ainsi que la suppression de la propriÃ©tÃ© perpÃ©tuelle pour les Ã©trangers, rÃ©duite Ã un bail de 99 ans. Les libertÃ©s civiles

Le citoyen
Le citoyennetÃ© s'acquiert Ã la naissance, par mariage, adoption ou sÃ©jour rÃ©gulier prolongÃ© dans le pays. Le nouveau texte autorise la double nationalitÃ© et autorise les femmes Ã transmettre leur nationalitÃ© Ã leurs enfants. L'interdiction de l'avortement est maintenue sauf si la vie ou la santÃ© de la mÃ¨re sont en danger. Les libertÃ©s d'expression, de culte, d'association, de manifestation, de la presse, d'opinion politique et d'accÃ©s Ã l'information sont protÃ©gÃ©es.